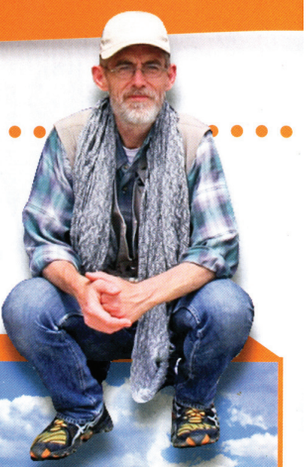
Un reporter soissonnais chez les réfugiés



Depuis plusieurs mois, un Soissonnais, Thierry Birrer, part en reportage dans les Balkans auprès des réfugiés venus du Proche-Orient. Nous avons pensé qu'il serait intéressant de connaître ses motivations, sa façon de travailler. Il a accepté de nous rencontrer pour nous parler de lui, de son travail.

La longueur de cette interview est justifiée par l'ampleur du sujet et son actualité, et mérite une publication sur plusieurs numéros.



Vous êtes partis en mai en Grèce pour témoigner sur la situation des réfugiés. Pourquoi ce sujet, cette destination ?

Je me passionne pour l'histoire de la Palestine depuis la prise d'otages de Munich aux Jeux Olympiques de 1972. Je n'avais pas 15 ans, je rentrais de vacances avec mes parents et j'ai souvenir de mon père qui a subitement garé la voiture pour écouter Europe 1 alors que nous étions très en retard pour rentrer. C'était en pleine nuit. Cela m'a marqué, deux mots surtout : Israélien et Palestinien. A peine de retour, j'ai voulu en savoir plus sur le peuple palestinien, pourquoi cette prise d'otages. De fil en aiguille, j'ai fini par visiter dans les années 80 les camps palestiniens dans la plaine de la Bekaa au Liban pour rapporter la situation. La problématique "d'être réfugié" est au cœur de mes préoccupations sociales depuis plus de trente ans, et je m'intéresse notamment aux enfants en rupture d'éducation. Ils n'ont rien demandé ces enfants qui représentent jusqu'à 40 % des populations migrantes, pourtant quand on est déraciné des études, on l'est aussi quasi obligatoirement de la vie professionnelle, donc de la vie tout court.

Comme tout le monde, j'ai suivi l'entrée de ces centaines de milliers de réfugiés en Allemagne et en Autriche en 2015, puis j'ai découvert que quand l'Europe a fermé sa frontière des Balkans au début 2016, ils ont été des dizaines de milliers à se retrouvés scotchés en Grèce, à la rue. Dès que j'ai pu, je me suis donc rendu en Grèce pour témoigner puisque je ne trouvais rien dans la presse.

Vous dites « dès que j'ai pu », ce n'est pas un journal qui vous a envoyé ?

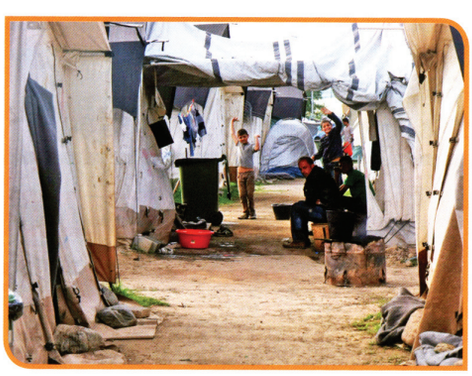
Non, je suis parti de moi-même. Je suis indépendant, on dit "free-lance" dans le métier. Je choisis mon sujet, je le prépare et j'y vais. Je travaille comme cela depuis 1986.

Comment préparez-vous un sujet comme celui-ci ? Vous parlez grec ?

Alors non, je ne parle pas grec ! (sourires). Pas le moindre mot. Je m'intéresse aux réfugiés syriens, c'est donc arabe qu'il me faudrait parler, mais je ne parle pas arabe. Pas encore. Pour le moment, j'apprends le kurde car une de mes prochaines destinations sera le Kurdistan.

La presque totalité des réfugiés syriens parlent arabe car ***contrairement à une idée trop répandue, les gens qui fuient un pays en guerre sont toujours soit les plus riches, soit les plus courageux, donc souvent les plus cultivés ou formés professionnellement****. Je n'ai jamais rencontré un réfugié qui ne parle pas anglais, au moins suffisamment pour que je puisse l'interviewer.*

Pour préparer ce voyage, les réseaux sociaux sont un atout considérable. Je suis donc rentré en contact avec d'autres reporters. Beaucoup de ceux qui travaillent sur ce sujet sont free-lance et il y a une certaine solidarité entre nous, nous échangeons assez facilement des informations. Ensuite, je suis aussi rentré en contact avec des ONG et des bénévoles humanitaires de plusieurs pays européens. Ainsi j'ai assez rapidement pu avoir une vision plus précise de là où aller, j'ai imaginé des scénarii de travail, des angles de reportages. Notamment un journaliste palestinien aujourd'hui réfugié en Allemagne mais actif dans les camps sauvages en Grèce m'a servi de contact sur place, de même qu'une avocate grecque.



Vous parlez de "scénarii de travail, d'angles de reportages". Quels étaient-ils ? N'est-ce pas particulier de parler ainsi, n'est-ce pas une forme de préjugé ?

Peut-être me suis-je mal exprimé... J'ai regardé ce qui avait déjà été publié sur le sujet, notamment en Espagne et en Italie qui sont les deux pays qui publient le plus sur la situation des réfugiés en Grèce. Plusieurs sujets me semblaient intéressants à aborder : les enfants et la rupture d'éducation, les clowns humanitaires, les actions bénévoles autonomes – celles qui ne dépendent pas des ONG –, ou encore les troubles psychologiques liés au statut de réfugié. C'est cela que j'appelle "angles de reportages".



Quant aux scénarii, je voulais marcher avec des réfugiés puisque c'est souvent à pied qu'ils traversent la Grèce et j'ai donc appris la géographie pour me préparer mentalement à de longues marches –, je souhaitais aussi voyager avec un passeur, et je voulais vivre plusieurs jours avec des réfugiés pour pouvoir vraiment raconter leur quotidien et ne pas qu'être observateur. C'est facile d'écrire « Ils ont faim » ou « Ils ont peur » parce que des gens vous racontent qu'ils ont faim ou qu'ils ont peur. Mais est-ce vrai ou n'est-ce qu'un ressenti ? Pour le savoir, il faut le vivre ! J'ai toujours abordé mes reportages sous l'angle du partage, y compris dans la douleur et la misère.

Et finalement, avez-vous pu travailler suivant les angles choisis ?

Oui ! J'ai même eu énormément de chance. D'abord parce que le hasard a fait que j'ai d'abord voyagé de France en Bulgarie avec un passeur ce qui m'a montré l'assurance dont ils font preuve et l'incapacité des forces de police de l'espace Schengen à les contrôler. Ensuite parce que le hasard – « Quand le petit dieu malin envoie la scène que l'on n'a pas attendue » disait Robert Doisneau – a fait que j'ai rencontré dans un dock désaffecté de Thessalonique une syrienne, orpheline qui souhaitait passer illégalement en Albanie pour se rendre en Allemagne. Nous avons donc marché ensemble et traversé tout le nord de la Grèce, soit près de 80 km en deux jours. Ensuite, j'ai été accueilli à bras ouverts par des Syriens, des Kurdes et des Afghans dans leurs tentes, je n'ai donc eu que le choix du partage.

Un reporter soissonnais chez les réfugiés : suite...

Vous avez parlé de passeur. N'y a-t-il pas un danger ? Vous laissent-ils les approcher ?

Avant toute chose, le passeur est un brigand qui profite du désarroi des réfugiés qui fuient la guerre pour monnayer une aide afin de leur permettre de rejoindre la destination de leur choix soit en contournant les barrages de police, soit en soudoyant les forces de police, ce qui est assez facile dans tous les Balkans, Grèce, Macédoine, Bulgarie, Hongrie et Serbie où la corruption est presque un art de vivre pour certains. Par essence, le passeur n'est pas dangereux, ou pas assassin. Il le devient quand sa sécurité ou son "business" sont en péril. Ou il devient assassin quand il vend des prestations dangereuses tel un passage en bateau hors d'état de naviguer. Si on respecte son mode de fonctionnement, il n'y a pas de danger vraiment patent. Maintenant, j'avoue que celui que j'ai croisé à Thessalonique était armé. Je n'ai pas fait affaire avec lui parce qu'il souhaitait 2000 dollars pour que je l'accompagne avec son groupe de réfugiés en Serbie. Ce que je refuse car il est hors de question que je participe d'une façon quelconque à une entreprise qui est uniquement mafieuse. Non, le danger est ailleurs.



Comment cela "ailleurs" ?

En Grèce, ou pire en Macédoine et en Serbie, ce sont les forces de l'ordre qui sont dangereuses quand on est reporter. En Grèce, ce sont les militaires qui gardent les campements officiels des réfugiés et ils n'aiment pas que l'on s'occupe de leurs affaires. Certains camps s'apparentent plus à des prisons qu'à des camps, les conditions sanitaires sont terribles. J'ai ainsi été arrêté en mai d'abord par l'armée parce que j'avais osé photographier l'extérieur d'un camp, celui de Nea Kavala qui abrite plus de 4.000 réfugiés ; un camp réputé comme l'un des plus durs du pays. Puis la police m'a gardé quelques heures en me menaçant d'abord de m'assigner à résidence plusieurs jours dans une bourgade paumée parce que j'avais tenté de témoigner des difficultés de vie des réfugiés. En Grèce, on arrête même



les bénévoles si la police estime que celui nuit à ses actions !

Quant aux forces serbes ou macédoniennes, elles violentent les réfugiés pour les dissuader de retenter de rentrer illégalement dans le pays. Souvent, les reporters qui tentent de témoigner se voient aussi roués de coups et leur matériel soit brisé soit volé. Sans quasiment aucune possibilité de recours puisque c'est souvent la parole officielle du policier ou du militaire contre celle d'un individu lambda. La Macédoine, c'est pour RSF le 118e pays en terme de liberté de la presse, derrière le Nigeria et juste devant l'Afghanistan. A l'occasion d'une manifestation où je voulais faire des clichés dans une bourgade du sud du pays, des Macédoniens m'ont extrait de la manifestation car d'après eux je risquais, au mieux, d'être arrêté. Dans ce pays, il faut pratiquer l'autocensure et cela, je ne sais pas faire. Il est là le vrai danger.

Vous avez dit avoir été accueilli par des Syriens, des Irakiens, des Kurdes. Que retenez-vous de ces échanges ? Pourquoi d'ailleurs cette différence entre Kurdes et Syriens ?

Je différencie Kurdes et Syriens, même s'il s'agit de Kurdes syriens parce que les Syriens parlent arabe alors que les Kurdes parlent kurde, ce qui n'a rien à voir. Mais vraiment rien. Comme espagnol et italien.

J'ai vécu dans plusieurs camps, notamment celui d'Idomeni au nord de la Grèce, alors le plus grand camp de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre Mondiale avec plus de 10.000 personnes réparties sous plus de 2.000 tentes. C'est impressionnant, très impressionnant. Surtout la nuit. Imaginez un tiers des habitants de Soissons sur une surface comme deux fois le parc Gouraud ! Cela glace le sang.

Pourtant ces gens qui ont fuit la guerre avec souvent des histoires d'une atrocité à peine soutenable et alors qu'ils n'ont rien d'autre que l'espoir de rejoindre un lieu de paix et de rescolariser leurs enfants ont pourtant le cœur sur la main. Ils ont tous souhaité partager ce qu'ils n'avaient qu'à peine pour eux. J'avoue que c'est très loin de l'image que l'on a en France du sujet via les réseaux sociaux. C'est au-delà du réel mais malheureusement, c'est vrai !

Ce qui m'a mis le plus mal à l'aise, c'est d'enregistrer des témoignages à destination du président Hollande qu'ils voient comme leur sauveur car pour beaucoup la France, c'est le pays des Droits de l'Homme, donc de leurs droits. Ils attendent d'Hollande qu'il les tire de leurs camps, pas qu'il participe aux frappes aveugles en Syrie par le biais de l'OTAN. Là, j'avoue que je me suis trouvé mal bien trop souvent, ne sachant pas quoi répondre et je me suis demandé pourquoi j'avais entamé ce reportage ! J'ai eu honte de leur avouer que la France s'en foutait éperdument de leur situation. Honte aussi quand des réfugiés afghans m'ont dit que j'étais le premier reporter qui venait les voir depuis quatre mois qu'ils étaient au bord de leur voie ferrée. ***Là, je me suis demandé où était les reporters des 28 pays européens, où était l'Europe ?*** *Ces moments-là, ces discussions là, je ne les oublierai jamais. J'en frissonne encore !*

Et bien sûr, il y a ces milliers d'enfants qui sont déscolarisés depuis en moyenne un an et demi. Mais certains le sont depuis parfois trois ans. Si l'on ne fait rien, il va y avoir des problèmes d'intégration pour ces milliers d'adolescents dans quelques années et tous les pays européens vont être confrontés à cela. C'est une bombe à retardement économique, sociale, humaine qui va exploser dans 5, 10 ou 15 ans et elle est, à mon avis, aussi grave que le problème terroriste actuel. Sauf que personne ne s'en soucie car il n'y a aucune vision à long terme. Cette idée m'effraie beaucoup, car une rupture d'éducation pour un ado, c'est quasi inévitablement une rupture dans son gagne-pain de demain. Les futurs assistés de demain, qu'ils restent en Grèce, qu'ils s'installent en Europe ou qu'ils retournent dans leurs pays, sont ici, dans ces camps. Et probablement parmi eux les futurs délinquants, prostituées, paumés et terroristes. C'est effrayant !

A suivre dans la prochaine édition...



Un reporter soissonnais chez les réfugiés (suite...)



Depuis plusieurs mois, un Soissonnais, Thierry Birrer, part en reportage dans les Balkans auprès des réfugiés venus du Proche-Orient. Nous avons pensé qu'il serait intéressant de connaître ses motivations, sa façon de travailler. Il a accepté de nous rencontrer pour nous parler de lui, de son travail.

La longueur de cette interview est justifiée par l'ampleur du sujet et son actualité, et mérite une publication sur plusieurs numéros. Vous avez découvert la première partie dans le Vase Communicant N°212, voici la suite...



File d'attente pour manger dans un camp à PolyKastro

Qui publie vos reportages, vos photos ?

C'est une bonne question ! Je suis français, donc évidemment, c'est vers le public français que je souhaite communiquer. Mais voilà, c'est très très compliqué. Et c'est peu de le dire ! Le sujet "immigration" ou "réfugiés" est un sujet politiquement difficile. Les modérés pensent que d'en parler sans cesse est le meilleur moyen de faire monter les sentiments de rejet de la population française et que cela aide à la progression du Front National, ce qui fait que les grands médias, Figaro et Le Monde en tête, n'accordent que peu d'audience actuellement à la situation des réfugiés. Et ce d'autant que l'actualité est bondée de faits divers liés au terrorisme musulman. Ou pour la majorité des gens, « réfugiés = musulman = islamisme » ce qui bien sûr est faux. En conséquence, j'ai beaucoup de mal à vendre mes photos et mes textes en France. Mais ça, je le savais avant de partir puisque j'avais été prévenu : « On a trop parlé du sujet, nous ne publierons donc plus rien ! ».

Je travaille avec une agence britannique pour mes clichés, AP, Associated Press, ce qui m'assure un rayonnement international, et pour le reste, c'est le carnet d'adresses. L'histoire d'Awira, « En attendant le train » que vous avez publiée dans votre numéro 208, a été éditée au Portugal, au Canada et en Pologne, tout cela grâce à un réseau de relations. Grâce à AP, mes clichés ont été repris par des médias syriens libres. Je travaille donc essentiellement avec l'étranger. Sur ce sujet, je ne suis malheureusement pas prophète en mon pays ! Ce que je regrette. Même le site "Là-bas si j'y suis" de Daniel Mermet reste désespérément sourd. Ils n'ont pourtant plus parlé du sujet depuis novembre 2015.

Vous dites que le sujet est rabattu en France, pourquoi donc faire des conférences ?

Attention, je ne dis pas que le sujet est rabattu, je dis que les grands médias pensent qu'il a été trop exploité !



Ravitaillement d'eau dans une station service

Pour les conférences, je pars du principe que si je vous donne un texte à lire vous allez en retenir 15 % ; si j'y ajoute une photo qui raconte quelque chose, vous allez en retenir 25 % car cela va attirer votre attention. Si maintenant, vous entendez une personne en parler, l'attention grimpe à 35%. Et quand l'orateur est la personne qui a pris la photo ou a réalisé l'interview, cette attention monte à 50%. Voilà pourquoi je privilégie les conférences. Certes, je m'adresse à moins de monde, beaucoup moins de monde, mais le contact direct est le plus percutant. Or si je fais ce métier, c'est pour informer, que les gens aient l'information complète, retiennent ce que je veux montrer. Parler face aux gens, c'est aussi adapter en fonction de l'auditoire, ce que ne permet pas le texte écrit qui s'adresse à tous, petits ou grands.

J'ai eu la chance de tenir deux conférences à Soissons en juin et une dans un lycée dans l'Oise. Deux autres ont eu lieu à la rentrée à Soissons et plusieurs dans des établissements scolaires, dans l'Aisne, l'Oise et à Paris. Je n'enseigne pas, je témoigne et ça, les adolescents en sont friands. J'ai souvenir d'un lycéen en juin dernier qui, parce que je tenais une conférence avec une réfugiée syrienne, a dit « Une réfugiée ? une vraie ? ». Cela peut prêter à sourire, mais ce type de réaction est révélateur de l'état d'esprit. Aujourd'hui, même la télé n'a plus la confiance de nos concitoyens. Alors que plus de 70% des français s'intéressent à l'actualité, seule une personne sur deux fait confiance à ce qu'elle reçoit de la radio, d'un journal ou d'une télé. Et c'est encore moins pour les jeunes qui principalement se fournissent en information via les réseaux sociaux, alors qu'ils lui font de moins en moins confiance. Tandis que là, devant une quarantaine de lycéens, c'est la vraie vie : « celui qui a pris le cliché, qui a vécu la chose ». J'ai souvenir d'un entretien de deux heures l'an passé au collège Gérard Philipe après l'attentat à Charlie où une élève de 3e qui n'avait jamais posé de questions tout au long de l'année dans aucun cours s'est subitement muée en curieuse, me posant de nombreuses questions à la grande surprise des enseignants. Une conférence, c'est la possibilité aux auditeurs de poser des questions, ce que ne permet ni un journal, ni une radio ou une télévision. Quand moi-même je suis ému, les gens le ressentent. Et le retiennent.

Un reporter soissonnais chez les réfugiés (suite et fin)

Quelles sont les suites de vos reportages ? Comptez-vous y retourner ?

Pour ce qui est d'y retourner, la réponse est oui. J'aurai déjà dû repartir fin juillet pour la frontière turco syrienne, pour avoir l'étape des réfugiés syriens avant qu'ils ne parviennent sur le sol européen. Mais la situation en Turquie avec le coup d'état et la répression exercée par le président Erdogan est terrible, notamment dans les médias. Mes contacts en Turquie, une radio et un site web, se sont vus retirer la licence d'émission pour la première et fermer pour le second. Leurs dirigeants ont aussi été arrêtés. Je voulais aussi aller dans deux camps de réfugiés au nord d'Alep mais les forces gouvernementales d'Assad ont totalement encerclé la ville, donc il n'y a plus aucun accès et comme je l'ai dit, je me méfie plus des militaires officiels d'Assad que du Front Al-Nosra ou des rebelles, donc là, ma sécurité est vraiment en danger. Aussi ai-je suspendu ce reportage.



Campement sauvage sur une station service

Je vais cependant repartir prochainement dans les Balkans car j'ai découvert que ce sont des filiales des plus grands marchands d'armes européens, (et français), qui possèdent les filiales qui construisent les barrières bétonnées, grillagées, vidéo surveillées et électrifiées qui courent le long du sud des Balkans. Les mêmes qui fabriquent les bombes qui font fuir les populations (par exemple le franco-allemand EADS, le britannique BAE Systems ou l'américain Raytheon) installent les barrières qui les retiennent. Les États européens qui leurs ont concédé des licences d'exportation d'armements, France en tête, leurs ont ensuite accordé des contrats pour la sécurisation des frontières afin d'en gérer les conséquences. Mais c'est une hérésie ! L'humain n'a plus sa place dans ces marchés gigantesques, je veux parler de cela.

Je vais aussi tenter de mettre en place avec un lycée dans l'Oise un travail de reportage avec des élèves de Première sur les réfugiés à Paris, et bien sûr me rendre aussi à Calais où la situation reste toujours très critique.

Cela c'est pour la partie reportage, ce n'est que la partie visible de mon activité. J'ai entamé un travail de reportage "longue distance" avec 9 familles de réfugiés, trois Kurdes, trois Afghanes et trois Syriennes, pour raconter comment va se passer leur intégration en Europe, comment elles vont le vivre, et ce pendant trois à cinq ans pour avoir un peu de recul.

Plus rapidement, je prépare un très long récit, un livre cette fois, sur l'histoire d'une jeune réfugiée syrienne, celle que j'ai rencontrée dans le port de Thessalonique et que j'espère voir scolarisée au lycée Saint-Rémy dès la rentrée de septembre, le principe en ayant été acté par la direction de l'établissement début juillet. Enfin, je prépare plusieurs expositions de mes clichés dont une, "Sourires pour la paix", avec des portraits d'enfants, une exposition que j'espère pouvoir monter avec la bibliothèque de Soissons et à destination des collégiens et lycéens du Soissonnais.

Dernière question et sans être indiscret, est-ce que c'est rentable ? Du moins, en vivez-vous car on sait au Vase que la presse, ça eût payé ?

Alors, non, ce n'est pas rentable ! Cela ne peut pas l'être ! (rires) D'abord parce que sur un plan purement comptable, mon reportage dans les Balkans m'a demandé près de 200 heures de préparation, j'ai passé 270 heures en reportage et je ne compte plus les dizaines d'heures de tri, de rédaction (je rédige toujours en anglais et en français) et de documentation post-reportage. A raison d'environ 400 heures par mois, cela ne peut pas être rentable quand les revenus des publications sont à peine l'équivalent d'un SMIC. Je ne me fais non plus jamais rémunérer pour mes conférences. Pas plus que pour les interviews ! (rires) Mais bon, le moteur dans ma vie n'a jamais été l'argent ! (sourires) De surcroît, j'aurai énormément de mal sur le plan moral à gagner 2000 €/mois en parlant de la détresse, du désarroi, de la pauvreté et de la désespérance de ces réfugiés. Chaque soir en m'endormant je rêve d'un mécène qui me finance, mais cela fait 25 ans que je rêve ainsi. (sourires) Remarquez, Guillaume, un clown humanitaire canadien qui œuvre auprès des réfugiés mais aussi auprès des foyers d'orphelins en Russie, a bien trouvé un générateur donateur qui lui a assuré plusieurs mois de travail et de déplacements auprès des nécessiteux. Si donc un de vos lecteurs se sentait quelque envie de m'aider, il aurait non seulement toute ma gratitude éternelle, mais de magnifiques tirages géants pour le restant de ses jours au travers de portraits d'enfants qui, malgré toute l'adversité qui s'abat sur leur famille, portent tout l'espoir et la spontanéité que leur innocence leur permet ! D'ailleurs, en temps qu'auteur-photographe mes tirages d'art, signés et numérotés, permettent de bénéficier de réduction d'impôts pendant 5 ans dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires. Bref un bon moyen d'aider un indépendant, de décorer un hall d'entreprise et de permettre le maintien d'une presse indépendante ! (sourires)

Interview réalisée le 26 juillet 2016.

** Sondage TNS-Sofres pour La Croix de janvier 2016.*



Campement sauvage à Evzoni (10km de la frontière)